



PRÉFET DE LA VENDÉE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement

Affaire suivie par : **Alain BOQUET**

La Roche sur Yon, le 14 août 2024

Unité départementale de la Vendée
alain.boquet@developpement-durable.gouv.fr
Tél : 02.72.74.78.20
N/Réf : D 24.0285
V/Réf : MF 2024/0440

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Objet : TRIVALIS – dérogation admission de boues de curage sur le centre de stockage de déchets de Sainte Flaive des Loups

I - Objet du présent rapport

Par bordereau en date du 15 juin 2023, vous sollicitez l'avis de mon service sur une demande de dérogation à l'admission de boues de curage au sein de l'installation de stockage de déchets située à Sainte Flaive des Loups.

La demande est portée par le syndicat TRIVALIS qui exploite à la fois le site de Givrand à l'origine des boues de curage et le centre de stockage où elles sont destinées.

Cette opération prévue en 2023 n'a pas été effectuée, notamment suite à des remarques formulées par l'inspection lors de sa phase d'instruction. Ces remarques portaient notamment sur les techniques alternatives de séchage des boues en remplacement de sciures de bois.

Dans un courrier du 18 mars 2024, Trivalis vous informe de son intention de relancer cette intervention de curage, mais en utilisant un système de déshydratation par centrifugation mécanique afin d'atteindre une siccité supérieure à 30 %.

Suite à une demande de complément de l'inspection en date du 24 mai 2024, TRIVALIS a transmis le 18 juin 2024 des éléments complémentaires à sa demande.

II - Contexte administratif

Le site de Givrand est autorisé par un arrêté préfectoral du 5 septembre 2003 à exploiter une plateforme de compostage de déchets verts (ainsi qu'une station de transit de déchets ménagers, et le suivi en post-exploitation d'un ancien centre de stockage de déchets ménagers).

La lagune de collecte des effluents de la plateforme de compostage fonctionne en circuit fermé, et elle génère des boues qui se déposent au fond de celle-ci. Trivalis prévoit une opération de nettoyage par curage de la lagune afin d'y maintenir un volume optimal.



Horaires d'ouverture : 9h00-12h00 / 14h00-16h15
Tél. : 02.72.74.78.20
Adresse : Cité Travot, 10 rue du 93^e R.I -Bât A2, 85000 La Roche sur Yon
Mél : ud85.dreal-paysdelaloire@developpement-durable.gouv.fr

Le volume est estimé à 1 000 tonnes (au lieu des 1 500 tonnes de boues mélangées avec des sciures prévues en 2023). Trivalis avait joint en 2023 une analyse de ces boues selon un référentiel similaire à un compost – ces analyses ne montrent pas d'incompatibilité pour un enfouissement dans un centre d'enfouissement de déchets non dangereux.

Afin d'optimiser la distance parcourue, Trivalis sollicite une dérogation à l'enfouissement de ces boues dans l'installation de stockage de déchets de Sainte Flaive des Loups. Cette installation est autorisée par un arrêté préfectoral du 24 février 2009 qui restreint la nature des déchets admis aux refus de tri des usines de tri-mécanobiologique et aux encombrants de déchèteries.

III - Analyse de la demande

La demande formulée porte sur un apport ponctuel de 1 000 tonnes de boues de curage assimilables à un déchet non dangereux. La motivation portant sur le principe de la plus grande proximité du centre de Sainte Flaive des Loups par rapport à celui de Tallud Sainte Gemme.

Dans son complément, Trivalis a justifié du caractère non dangereux des boues curées, en s'appuyant sur les recommandations d'un guide édité par le Cerema/BGRM.

Cette démonstration est assez incomplète, car en assimilant les boues à des sédiments, le protocole pour connaître l'écotoxicité HP14 n'est pas correctement mis en oeuvre par Trivalis. Le raisonnement est erroné car fait sur éluat.

Toutefois, le caractère non dangereux de ces boues est déterminé sous la responsabilité de l'exploitant.

Le complément transmis contient outre le code déchets 19.06.99, un certificat d'acceptation préalable des boues au sein du site de Sainte Flaive des Loups.

Les conditions d'admission devront respecter les critères d'admission sur l'installation de stockage de Sainte Flaive des Loups. En particulier, un certificat d'acceptation préalable devra être établi, et le taux de siccité devra être supérieur à 30 %.

L'arrêté préfectoral du 24 février 2009 du site de Sainte Flaive des Loups limite l'enfouissement à un type de déchets précis (refus de tri des usines de tri-mécanobiologique ou à des encombrants de déchèteries). De plus, cet arrêté impose aux refus un taux de matières organiques maximal de 20 % qui sera dépassé avec les boues (taux de 51,9 % mesurés sur un échantillon sec).

L'arrêté ministériel du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux n'interdit pas l'enfouissement de déchets ayant une telle teneur en matière organique. Il permet également l'admission de ce type de déchets dans de bonnes conditions (traçabilité, quai de déchargement, casiers de stockage, gestion des lixiviats, etc.).

Cette demande nécessite une dérogation aux dispositions fixées par cet arrêté préfectoral. De plus, quelques prescriptions spécifiques à l'enfouissement des boues seront imposées (hauteur minimale de plus de 1,5 m au-dessus du massif drainant, arrêt des enfouissements en cas de dysfonctionnement constaté).

La nouvelle solution technique choisie par centrifugation mécanique permet d'éviter l'utilisation de sciures et l'augmentation inutile des quantités de déchets à enfouir.


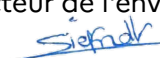
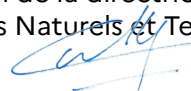
IV - Proposition

La demande transmise et ses compléments sont de nature à appréhender l'impact de l'opération d'enfouissement des boues de curage de la lagune de compostage de Givrand au sein de l'installation de stockage de déchets non-dangereux de Sainte Flaive des Loups.

Cette opération impose une dérogation aux critères d'admission de cette installation fixés par l'arrêté préfectoral du 24 février 2009.

L'inspection propose un avis favorable sur cette opération et sur l'enfouissement au sein de l'installation de stockage de Sainte Flaive des Loups, et propose de l'encadrer par arrêté préfectoral complémentaire pris en application de l'article R181-45 du code de l'environnement.

En application des dispositions de l'avant-dernier alinéa de l'article R.181-45 du code de l'environnement, l'inspection propose de ne pas consulter le CODERST sur ce projet d'arrêté préfectoral complémentaire.

<i>Rédacteur</i> L'inspecteur de l'environnement  Alain BOQUET	<i>Vérificateur</i> L'inspecteur de l'environnement  Nathalie SIEFRIDT
<p>APPROUVÉ et TRANSMIS à Monsieur le Préfet Par délégation de la directrice Le chef du Service Risques Naturels et Technologiques L'adjoint à la cheffe de division risques chroniques  Julien CAILHOL</p>	

La réalisation d'un dossier portant à connaissance une modification d'installations classées relève de la responsabilité de l'exploitant. L'instruction réalisée par l'inspection des installations classées est une analyse de certains éléments contenus dans le dossier, selon différents degrés d'approfondissement. L'instruction ne se veut pas exhaustive, mais centrée sur les principaux enjeux recensés, et à ce titre ne constitue pas une validation des documents remis à l'administration. Par ailleurs, si des prescriptions techniques sont édictées à l'issue de la procédure, elles le sont notamment sur la base des informations fournies par l'exploitant dans son dossier.